

Texte 2

Autonomie prolétarienne, prise du pouvoir, transition au communisme

Pierre Boedard, Bernard Frévaque, Gérard Peurière (A.O.P. région parisienne), J.-M. Teissère (O.A.P. Provence), Pierre Bauby et Michel Roux (commission nationale Entreprises).

Les textes élaborés par les A.O.P., c'est-à-dire par des militants présents dans les luttes, abordent la plupart des problèmes que se pose actuellement le mouvement révolutionnaire. Mais le découpage effectué par la D.P.N. ne permet pas de dégager une ligne cohérente du développement de l'autonomie prolétarienne jusqu'à la prise du pouvoir et la transition au communisme.

Le texte ci-dessous n'est pas un texte nouveau, il essaye simplement de définir une ligne globale en reprenant de façon résumée le texte unanime de l'A.O.P. de la région parisienne sur la prise du pouvoir et la transition au communisme, le texte sur l'autonomie prolétarienne, l'essentiel du texte minoritaire de la même A.O.P. sur la question syndicale et différents apports de province.

Les débats des sections et des fédérations permettront de le préciser.

Il faut enfin signaler que l'analyse de la crise actuelle du capitalisme (intensification du travail, liquidation de certains secteurs, crise idéologique...) n'a pas été reprise ici. Nous renvoyons donc pour cela au programme d'action.

I. — AUTONOMIE PROLETARIENNE ET MOUVEMENT POLITIQUE DES MASSES

Depuis Mai 68 surtout, nous constatons un bouillonnement de nouvelles formes de luttes, sur de nouveaux mots d'ordre et concernant des couches de plus en plus larges du peuple, de tous ceux qui sont directement opprimés par les

développements du capitalisme français. Ce n'est pas un hasard : l'introduction du programme d'action a montré comment cette montée des luttes était liée à la restructuration du capitalisme français. Il ne faut pas se contenter de donner un nom à ce phénomène (« le mouvement politique de masse, c'est tout ce qui bouge » !). Il faut partir effectivement du mouvement réel des masses, voir les problèmes posés, s'appuyer sur les acquis du mouvement ouvrier pour voir comment avancer.

A. Dans la classe ouvrière

Les luttes qui se mènent actuellement marquent un refus de l'organisation capitaliste du travail, une volonté de prendre en charge collectivement les luttes : elles sont une préfiguration de la société à construire.

* Les luttes contre les cadences, contre la cotation par poste, c'est le refus de voir l'ouvrier traité comme une machine (Le Mans).

* Les séquestrations de cadres (Ferodo), les occupations sauvages (Batignoles), c'est la violence des masses qui s'oppose à la dictature de l'ordre bourgeois.

Ce mouvement réel par lequel la classe ouvrière prend de plus en plus conscience de sa force collective, prend en main ses propres luttes, c'est ce que nous appelons autonomie de lutte. Elle a pour forme la démocratie prolétarienne de masse, pour contenu le contrôle ouvrier, tels que les définit

le programme d'action. C'est le stade où les travailleurs disent « nous refusons... nous imposons... ».

Mais à un niveau plus élevé, que le texte minoritaire de l'A.O.P. de Paris appelle « autonomie prolétarienne », la classe ouvrière remet en cause l'organisation d'ensemble de la société, commence à lui opposer la légitimité de sa dictature, pose la question du pouvoir (cf. « T.S. » spécial, page 14).

Ce second niveau n'apparaît encore que de façon implicite dans les luttes.

B. D'autres couches ou groupes sociaux

D'autres mouvements de masse, contestent l'ordre actuel et s'attaquent plus ou moins consciemment au même ennemi, mais sur des thèmes à eux.

* La lutte des paysans paupérisés ou prolétarisés contre la restructuration capitaliste de l'agriculture française.

* La lutte des jeunes travailleurs contre la sous-qualification, les brimades.

* La lutte de la jeunesse scolaire contre l'école de l'ennui, l'école de l'ordre.

* La lutte des femmes contre une civilisation faite par et pour (certains) hommes, etc.

On peut multiplier les exemples : employés de banque, petits commerçants, etc.

Il y a aussi des combats qui rassemblent toutes les classes populaires sur des objectifs précis : contre les scandales du logement, des transports, contre la répression patronale et policière.

Il faut bien voir que tous ces combats visent un ennemi commun : le capitalisme. Par exemple, les paysans ne luttent plus seulement contre des propriétaires fonciers, mais contre de grands trusts internationaux.

Cette unité de l'ennemi qui, aujourd'hui, a colonisé tous les aspects de la vie sociale, est nouvelle par rapport à la situation d'avant-guerre par exemple.

Unité de l'ennemi, unité de la lutte : paysans et ouvriers à Entremont, luttes sur les loyers transportées dans l'entreprise à Roubaix, et surtout solidarité populaire autour d'une usine en lutte : Batignoles.

Ainsi se construit l'unité populaire

C. Le mouvement politique des masses

Le fait capital de notre époque, c'est que l'apparition de ces mouvements offre à la stratégie révolutionnaire des perspectives nouvelles :

1. Ils présentent un caractère de masse : ils ne concernent pas les seuls « spécialistes de la révolution », ils peuvent appeler dans l'action des milliers de gens qui « ne font pas de politique » (croient-ils), mais sont décidés à se mêler activement de ce qui les concerne : les vigneronns du Languedoc, les lycéens de l'affaire Guyot.

2. Ils ont **objectivement** (et de plus en plus subjectivement) un caractère **politique** : tous remettent en question l'organisation actuelle du monde : l'ordre capitaliste, ses patrons, son Etat, toutes ses institutions et idéologies par lesquels les opprimés sont leurs propres flics : l'homme contre la femme, les adultes contre les jeunes, etc. Il ne s'agit pas de la conception traditionnelle de « la politique », de la lutte des partis pour « le pouvoir ». Il s'agit de la volonté des gens de transformer leur vie quotidienne.

3. Ils ont donc la **possibilité de converger**, d'une part contre un ennemi commun : l'ordre capitaliste, d'autre part vers une cible commune : une communauté de personnes libres et créatrices, le communisme. Nous y revenons plus loin.

4. Ils doivent se regrouper et se cristalliser déjà autour du combat de la classe ouvrière. Cela signifie que le rôle de la classe ouvrière, stratégiquement placée au cœur des rapports d'exploitations actuels, est indispensable et décisif dans la construction de l'unité populaire et la lutte pour le pouvoir. Et de fait, les comités de soutien aux luttes récentes (Batignoles, Le Mans) rassemblant autour d'une lutte ouvrière les jeunes, les femmes, les paysans sont la préfiguration de cette unité populaire.

Il ne s'agit pas de faire de l'ouvriérisme, c'est la classe ouvrière en lutte qui assume le rôle central et non pas l'ouvrier pris « individuellement ».

Le problème principal de la stratégie révolutionnaire dans la France d'aujourd'hui c'est d'assurer la **convergence des luttes des masses populaires contre l'ordre capitaliste, vers une cible commune, autour de la classe ouvrière.**

Cette convergence, qui n'est pas spontanée, qui est à faire, nous l'appelons le **Mouvement politique de masse** (M.P.M.).

Deux questions se posent alors :

— De quelles organisations avons-nous besoin pour assumer cette convergence ?

— Sur quel programme unifier le peuple ?

II. — LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ET LES MASSES

Les textes de synthèse des A.O.P. sur le Mouvement politique de masse et le parti révolutionnaire posent assez bien le problème.

1. Le parti révolutionnaire, c'est

a) « L'intellectuel collectif » de la classe ouvrière, c'est là qu'on garde en mémoire les leçons des luttes passées du mouvement ouvrier, qu'on tire le bilan des luttes actuelles, qu'on fait des propositions.

b) C'est là que les avant-gardes issues des luttes dans les divers mouvements du peuple se rassemblent, confrontent leurs expériences, mesurent ce qui gêne leur unification, essaient de résoudre ces contradictions.

c) C'est là qu'à partir du mouvement historique de la classe ouvrière pour l'émancipation de toute l'humanité se dessine la stratégie vers la prise du pouvoir et l'établissement de rapports nouveaux entre les hommes.

2. Les rapports du parti et des masses

Le parti est dans le Mouvement politique des masses, il ne le guide pas de l'extérieur, au contraire, il est ce par quoi le Mouvement réfléchit sur ses problèmes : il est un outil au service des masses.

Le parti n'est donc pas candidat au pouvoir. Il est là pour aider le prolétariat à instaurer sa dictature révolutionnaire, fondée sur la démocratie prolétarienne de masse, telle qu'elle est définie dans le programme d'action du P.S.U.

Le rôle « dirigeant » du parti consiste en ceci : à

partir de l'expérience immédiate des masses en lutte, il doit élaborer une analyse et faire des propositions pour qu'elles mènent des luttes encore plus efficaces.

Sa responsabilité sera donc très lourde dans la période de l'affrontement décisif.

Une pratique juste, c'est celle qui aide les masses à s'organiser, à « accoucher » de leurs désirs de nouveaux rapports sociaux : et cela se mesure en terme d'organisation, d'impact, de mobilisation, cela suppose une présence très active des militants au sein des masses.

C'est dire que le parti révolutionnaire ne naîtra pas des discussions entre groupes et partis déjà existants, mais par la confrontation des problèmes posés aux avant-gardes qui se dégagent dans la lutte.

Cela ne veut pas dire qu'il faille jeter par-dessus bord les théories de Marx et des « grands révolutionnaires » : elles sont la forme systématisée de l'acquis des luttes du mouvement ouvrier.

Ce qui est vrai de la construction du parti l'est encore plus de l'unification du peuple dans le mouvement politique des masses : ce n'est pas l'alliance du parti de la classe ouvrière avec les partis petits-bourgeois, les syndicats, les associations populaires, les syndicats de locataires...

C'est la convergence des mouvements du peuple qui se constituent en comités souverains, ébauches des futures Communes.

3. Les organisations de masses

Les mouvements de masse ont besoin de structures pour s'exprimer. Ces structures doivent être construites sur une base démocratique (et non manipulatoire), permettant de développer l'initiative des masses elles-mêmes, contre l'ordre bourgeois.

a) Dans les entreprises

En période de lutte intense, il faut pousser au maximum de nouvelles structures assurant la démocratie prolétarienne de masse : assemblées générales, délégués révocables, comités de grève élus de syndiqués et non syndiqués. Sur cela, tout le parti est maintenant d'accord (voir programme d'action). Reste la question : qui impulse de nouvelles luttes ? qui tire les bilans ? quel est

l'aiguillon des luttes ouvrières offensives ? Bref, quelle organisation permanente exprime l'autonomie de lutte ?

Les luttes du mois écoulé (à la R.A.T.P., à Renault...) montrent que ce n'est pas le syndicat : celui-ci a pris le train en marche et dévoyé la lutte, monnayant l'augmentation des cadences contre une augmentation de salaire.

Mais si le syndicat n'est plus l'instrument de l'offensive prolétarienne, est-ce par la faute de « mauvais dirigeants ». C'est vrai (et cela explique souvent les différences sensibles entre C.F.D.T. et C.G.T. au moment des luttes). Mais, plus profondément, c'est l'institution syndicale, son idéologie, avec ses conventions collectives, ses contrats à respecter, ses délégués permanents, sa structuration qui épouse fidèlement la hiérarchie capitaliste qui en fait un outil de plus en plus inadapté à la riposte ouvrière qui monte contre les formes actuelles de l'exploitation.

Il est donc illusoire d'espérer un redressement d'ensemble des syndicats. Plus lucides que bien d'entre nous, Agnelli (après les luttes de Fiat) et les C.D.R. (après la bataille des O.S. du Mans) préconisent un renforcement des syndicats pour barrer la route aux grèves sauvages !

Le concept « d'outil syndical » revient en fait à esquiver l'analyse de leur évolution stratégique : un outil n'est pas neutre et il ne suffit pas de s'emparer de l'outil syndical et de bien l'utiliser.

En revanche, des **sections syndicales** peuvent être des structures utiles, surtout dans les boîtes où se mènent des luttes de défense de l'emploi, où la répression est très forte (Citroën) ou bien dans les petites boîtes paternalistes.

Notre politique générale doit être de chercher à regrouper les ouvriers les plus combattifs apparus dans les luttes (souvent des O.S., femmes, immigrés, qui ne sont pas syndiqués) et les militants les plus conscients (souvent des syndicalistes expérimentés) dans des structures ouvertes largement aux non-syndiqués et aux syndiqués des différentes centrales. Ces regroupements peuvent prendre la forme de comités de lutte (base ouvrière de Renault-Flins) ou s'effectuer autour de sections syndicales de base radicalisée (Usinor-Dunkerque). La question de leur permanence est liée à leur capacité d'animer des luttes **répétées** : et c'est le cas dans les secteurs de forte accumulation (sidérurgie, automobile), ceux précisément où l'axe stratégique du contrôle ouvrier trouve sa pleine justification.

Il faut bien voir que ces regroupements ne sont pas le parti (ils ne posent pas les problèmes d'ensemble de la révolution), mais ils sont le lieu naturel du passage de la révolte à la conscience révolutionnaire.

b) **Les luttes externes**

On peut en dire autant des groupes « paysans en lutte », centres de luttes lycéennes, Secours rouge, etc.

Ces regroupements sont de nature radicalement différente des grandes « organisations apolitiques de masse », bureaucratiques, corporatives, respectueuses de l'ordre et de la légalité. Telles sont la C.N.L., les Associations des familles, les Fédérations de parents d'élèves, etc. Il est parfois utile que des révolutionnaires y soient présents pour « y faire passer des idées » (sans illusion...), il peut être possible que, localement, on puisse mettre ces structures au service du mouvement des masses (A.P.F. aux Batignoles).

Mais en règle générale, il ne faut pas y perdre trop de temps. Il faut plutôt impulser la constitution de comités sur une base de classe (« au service des travailleurs », et non « pour la défense de tous les usagers »), où les masses prennent en main leur défense et gèrent elles-mêmes leur lutte.

III. — LA PRISE DU POUVOIR

La nature et le développement des luttes engagées aujourd'hui par la classe ouvrière, le désarroi de la bourgeoisie face à ces luttes font que la question du pouvoir est désormais directement et immédiatement posée.

Cette question présente trois aspects :

1. Qui prend le pouvoir ?
2. Comment prendre le pouvoir ?
3. Prendre le pouvoir, pour quoi faire ?

1. **Qui prend le pouvoir ?**

Ce que nous avons dit du mouvement politique des masses permet de répondre rapidement à cette première question : la conquête du pouvoir sera l'œuvre de l'ensemble des classes et couches sociales opprimées et exploitées, rassemblées autour de la classe ouvrière et sous sa direction.

Elle sera l'oeuvre de ces classes elles-mêmes et non pas d'une minorité agissant à leur place et en leur nom.

Le P.C.F. demande aux masses de s'en remettre à une minorité de députés et d'élus qui occuperont les sièges ministériels ; la Ligue compte sur la seule avant-garde pour s'emparer du pouvoir, les masses n'étant dans l'affaire que les gros bataillons de l'état-major de la IV^e Internationale. Ces deux positions en apparence contradictoires présentent tout de même un trait commun : il s'agit toujours de remplacer l'action des masses par l'action d'une minorité « consciente ». Pour nous, au contraire, la conquête du pouvoir devra être accomplie directement par les masses, parce que seule l'intervention directe des masses peut rendre la conquête du pouvoir irréversible, parce qu'elle seule permet d'éviter la reconstitution d'une nouvelle classe dominante confisquant le pouvoir à son profit.

2. Comment prendre le pouvoir?

Diverses conceptions de la prise du pouvoir s'affrontent aujourd'hui dans le mouvement ouvrier.

* Citons simplement, pour mémoire, la conception électoraliste et parlementaire défendue par le P.C.F. Après l'expérience du front populaire de 1936 en France et en Espagne, après l'expérience grecque, il est désormais clair que tout gouvernement « de gauche » arrivé au pouvoir dans ces conditions rencontre immédiatement l'alternative suivante :

— Ou **bien** il s'en tient à une gérance loyale du capitalisme, et, dans ce cas, il peut bénéficier d'une tolérance provisoire de la bourgeoisie ;

— Ou bien il tente, si peu que ce soit, de déborder le cadre qui lui est fixé par la bourgeoisie : en ce cas, la bourgeoisie met immédiatement en œuvre tous les moyens nécessaires pour le chasser du pouvoir, y compris la violence armée.

Le Front populaire chilien lui-même n'échappera pas à cette alternative.

Une telle stratégie peut bien aboutir à changer le gouvernement, elle ne peut, en aucun cas, changer ni le pouvoir ni la classe qui le détient, ni la société.

* Une autre conception est davantage répandue, y compris dans notre propre parti. La prise du

pouvoir serait un « 36 » ou un « Mai 68 » réussi : une grève générale conduirait d'abord à la prise du pouvoir dans les usines, puis à la conquête du pouvoir central, abandonné par ses détenteurs. Le pouvoir serait donc pris illégalement mais sans violence armée. La classe ouvrière et ses alliés n'auront recours à la violence que de façon défensive si la bourgeoisie tente de reprendre par la force le pouvoir qu'elle a perdu ; d'une certaine façon, l'intervention de la violence dépend d'elle et non pas de nous.

Une telle conception, qui se veut rassurante, est en fait illusoire et démobilisatrice.

En prétendant qu'il appartient à la bourgeoisie de décider si la violence sera utilisée ou non, elle méconnaît le caractère inéluctable des tentatives contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Au cours du processus révolutionnaire, la bourgeoisie peut bien opérer des replis temporaires, elle ne renonce jamais à reconquérir le pouvoir et n'a jamais la moindre hésitation à recourir à la violence dans ce but. Autrement dit, des **tentatives de contre-révolution par la violence sont absolument inévitables.**

Dès lors, s'en tenir à une violence purement défensive c'est laisser à l'adversaire l'initiative, le choix du terrain et celui du moment. C'est, en même temps renoncer à nous préparer dès aujourd'hui à cet affrontement inéluctable : autrement dit, c'est bâtir nous-mêmes les conditions de notre propre défaite.

Notre tâche est donc de dissiper dès maintenant toutes les illusions pacifistes, sous quelque forme qu'elles se présentent :

Un affrontement armé avec la bourgeoisie est inévitable, et si nous voulons remporter cet affrontement, c'est à nous d'en prendre l'initiative.

Autrement dit, **seule l'insurrection armée des masses, intervenant à la suite d'une montée généralisée des luttes**, permettra de désarmer l'adversaire avant qu'il ne se soit ressaisi et de faire échec aux tentatives contre-révolutionnaires.

Certains camarades redouteront peut-être que de telles affirmations « effraient » les travailleurs qui partagent, par ailleurs, nos idées. Nous répondons à cela, d'abord que le rôle d'un parti révolutionnaire n'est pas de masquer la vérité mais de dissiper les illusions. D'autre part, un tel argument traduit un certain mépris des masses : les travailleurs de ce pays ont assez d'expérience

pour comprendre que si, dès février 36, la classe ouvrière espagnole avait donné l'assaut aux casernes de l'armée et de la garde civile, il y aurait sans doute eu affrontement sanglant, mais le million de morts de la guerre civile aurait été évité, sans parler de la dictature de Franco.

3. Prendre le pouvoir, pour quoi faire ?

Lorsque les travailleurs prennent collectivement leurs luttes en main, contestent la hiérarchie et l'organisation capitaliste du travail, ils expriment une aspiration profonde à une société nouvelle.

Dans cette société **le pouvoir d'Etat sera fondé sur les conseils** d'usine, d'école de quartier, permettant ainsi l'expression des masses (les délégués sont élus et révocables à tout instant).

Cela créera les conditions de résolution des contradictions au sein du peuple, ce dont un pouvoir qui repose uniquement sur le parti est incapable. Le parti conservera par contre son rôle de détachement le plus conscient de la classe ouvrière.

Il s'agira de remettre en question l'ensemble des rapports sociaux, d'aller vers la société sans classe, le **communisme**.

Nous parlons de société de transition vers le communisme en ce sens que les premières mesures allant vers le « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » seront immédiates :

— Remise en cause de la division sociale du travail manuel-travail intellectuel, par la suppression de certains corps (corps enseignant, professions libérales, etc.) en rupture avec la vie sociale, tâche d'enseignement assurée à tour de rôle, etc.

— Réduction des tâches subalternes et répétitives, chaque membre de la société les assumant à tour de rôle tant qu'elles n'auront pas été complètement éliminées.

— Remise en cause immédiate de la hiérarchie et organisation de travail dans les conseils ouvriers avec élus révocables (A.G. décisionnelles des travailleurs).

— Unification immédiate des revenus.

— Disparition d'un certain nombre de rapports marchands (gratuité des transports, des loisirs et de l'enseignement, d'un certain nombre de biens

de consommation très courants, etc.),

— Abolition de l'école comme organisme séparé de la vie, du travail et des luttes, arrêt de la sélection et de la hiérarchie qui en découle.

Cette transformation radicale de la société, devra s'effectuer sous la direction de la classe ouvrière. Pour l'accomplir il faudra une lutte de l'ensemble du peuple contre ceux qui s'attacheront aux <anciens> rapports de production — c'est cela la dictature du prolétariat — faute de quoi une nouvelle bourgeoisie se reconstituera sur la base de la propriété publique des moyens de production.

CONCLUSION : L'ENJEU DU VII^e CONGRES DU P.S.U.

Depuis un an, le P.S.U. s'affirme de plus en plus comme partie prenante du mouvement révolutionnaire, et offre un appui croissant au mouvement politique des masses.

Ceci est vrai globalement ; tant pour l'immense majorité de l'apparition militante à la base du P.S.U., que pour l'apparition nationale « officielle » du P.S.U. (l'attitude du P.S.U. par rapport aux différentes manifestations centrales du Secours Rouge sur Paris jouant un rôle important sur ce dernier aspect).

Mais il est nécessaire de voir que cette tendance générale :

— ne fait pas l'unanimité dans le P.S.U. ;

— n'est pas irréversible.

Bref, que certains camarades cherchent à la remettre en cause.

I. — **Sur le plan théorique**, les premières A.O.P. ont clairement repris à leur compte l'acquis du mouvement ouvrier :

Nécessité de briser l'Etat bourgeois et d'instaurer la dictature du prolétariat, éliminant ainsi les traditionnelles ambiguïtés réformistes du P.S.U.). (cf. thèse de Dijon « Hégémonie du prolétariat »).

Les dernières A.O.P. ont consolidé cet acquis dans le texte **unanime** « la dictature du prolétariat » (« T.S. », 7^e congrès, p. 16).

La progression est donc nette : personne n'ose plus remettre en cause **ouvertement** la nécessité de la dictature du prolétariat.

Mais sous prétexte de « pédagogie », une annexe remet en cause l'emploi du mot « **dictature** » et du mot « **prolétariat** »...

Pour nous ce débat n'est pas un débat sur les mots ; l'abandon progressif par le P.C.F. du terme montre clairement, si c'est nécessaire, qu'en abandonnant les mots on abandonne aussi la politique.

On dépassera les difficultés pédagogiques d'explication de la dictature du prolétariat dans les masses en mettant en avant **le contenu** du terme :

- c'est une dictature sur une petite minorité **d'ennemis du peuple** ;
- elle est exercée par l'immense majorité, elle est démocratique.

Cette explication est suffisante pour faire une démarcation claire par rapport aux « démocraties populaires » d'Europe de l'Est que les ennemis de la dictature du prolétariat mettent en avant pour servir de repoussoir sur cette question.

II. — Sur le plan des luttes.

<1> Les aspects mis en avant par l'axe du contrôle ouvrier :

- priorité à l'initiative à la base ;
- démocratie prolétarienne de masse ;
- rupture avec la légalité patronale et bourgeoise ;

ont très généralement pour conséquence de favoriser l'expression et l'influence des éléments les plus combattifs de la classe ouvrière, en créant des lieux (les A.G. du personnel) où ils peuvent s'affirmer comme direction de la lutte.

La conséquence pour les sections syndicales de base est alors qu'elles ont beaucoup de mal à jouer leur rôle traditionnel, qu'elles sont souvent « court-circuitées » sauf si elles se soumettent à la démocratie de masse.

La dynamique de cet axe pour les luttes est donc la remise en cause des luttes traditionnelles et de leur prise en main par les syndicats.

C'est la raison principale qui pousse certains camarades à remettre en cause la direction du secteur entreprise.

2) Le P.S.U. commence en outre à se poser le problème de l'extension des luttes et de leur unification :

— ainsi la publication par la C.N.E. des 3 T.S. « Spécial Renault » a contribué à donner un retentissement national au mouvement parti de Renault ;

— ainsi **l'idée** des A.O.P. : permettre aux ouvriers et paysans combattifs d'échanger leurs expériences et d'en tirer les leçons quant à la stratégie révolutionnaire et la société à construire, correspond bien aux nécessités politiques de l'heure.

Dans la **réalité**, ces A.O.P., trop souvent, sont restées limitées aux militants du P.S.U., ont rassemblé plus de cadres et de techniciens que d'ouvriers, ont plus été des commissions de préparation des conseils et congrès du P.S.U. que des assemblées d'ouvriers et de paysans en avant dans les luttes.

Il nous appartient à faire en sorte qu'elles deviennent effectivement fidèles à l'idée initiale.

III. — Enfin **sur la question du P.C.F.**, il y a décalage complet entre la pratique dans laquelle le P.S.U. a été amené le plus fréquemment à s'engager et les positions sur lesquelles certains camarades voudraient nous faire revenir.

En effet, le Front unique, voté par la majorité du P.S.U. à Rouen, n'a pu être appliqué (répression, transport en commun, etc.). C'est au contraire par l'apparition d'un pôle révolutionnaire qu'il a été possible de commencer à attirer les éléments de la classe ouvrière qui sont influencés par le P.C.F. (1^{er} Mai). Cela n'a d'ailleurs pas empêché le mouvement révolutionnaire de joindre son action à celle du P.C.F. quand il l'a jugé utile et que le P.C.F. le veuille ou non. (Cf. certaines manifestations de la campagne Burgos).

Face à ce développement de l'autonomie du mouvement révolutionnaire, certains camarades maintiennent fermement des appréciations sur le P.C.F. que dément la réalité.

Ainsi, pour l'A.O.P. « Rhône-Alpes », « le P.C.F. continue de se situer dans le camp anti-capitaliste » (« T.S. », 7^e congrès, p. 10) et pour le camarade Chapuis « la révolution socialiste ne se fera pas par le P.C.F., elle ne se fera pas non plus sans lui ». (« T.S. », n° 498, p. II, Tribune Libre).

Or pourtant, on peut juger le P.C.F. :

— au modèle de société auquel il se réfère, les sociétés d'Europe de l'Est, qui respectent scrupuleusement les rapports sociaux capitalistes (accumulation sur le dos des producteurs, hiérarchie.) ;

— au type de stratégie qu'il avance : des organisations « apolitiques » spécialisées, soigneusement cloisonnées, pour chaque catégorie de mécontents, le problème du pouvoir et de la convergence des luttes (?) étant confié à l'alliance des partis de spécialistes qui nous avanceront vers la démocratie, dans l'ordre et la légalité bourgeoise ;

— au rapport qu'il entretient avec les masses : contrôle bureaucratique (C.G.T., S.N.E.S.) et insultes, trahison, cassage de gueule pour les défenseurs du mouvement de masse.

Depuis Mai 68, depuis la montée du mouvement des masses, il apparaît pour ce qu'il est : un parti contre-révolutionnaire de « normalisation des masses », au profit de la bourgeoisie aujourd'hui, de lui-même plus tard.

C'est pourquoi il faut lutter énergiquement contre tous ceux qui commencent à préparer l'alliance politique avec lui pour les législatives de 73, de façon à être l'aile gauche d'un gouvernement de type Front populaire. Pour nous un gouvernement d'union démocratique n'a rien à voir avec le

pouvoir révolutionnaire. Il faudra clairement démontrer la nature de classe de ce gouvernement (une gérance loyale du capitalisme), mobiliser les masses pour le déborder, l'abattre et édifier leur pouvoir.

*
* *

● Depuis Mai 1968, à travers bien des hésitations, le parti s'est engagé dans une voie nouvelle : rupture avec le réformisme et la social-démocratie, construction du parti révolutionnaire, insertion dans les luttes de masse.

● A chacun de nos congrès, par des biais divers, cette orientation a été remise en question par des camarades effrayés par l'audace nouvelle du parti.

Ils espèrent donner aujourd'hui un coup de frein décisif.

● L'enjeu du présent congrès est donc clair, retomberons-nous dans les ornières dont nous avons eu tant de mal à nous dégager, ou bien développerons-nous les acquis des deux dernières années ?

C'est finalement le seul problème qui se pose au congrès.